

Front contre Bloc : les tensions de l'extrême-droite française

Le dimanche 11 septembre, alors que Marine le Pen clôt par un grand discours les universités d'été du Front national, un invité inattendu se fait remarquer : Philippe Vardon, leader de Nissa Rebela, l'antenne niçoise du Bloc identitaire. Sa présence est lourde de sens, elle atteste la réussite de la stratégie qu'a mise en place le Front national pour débaucher les cadres du Bloc identitaire, ce mouvement né des ruines d'Unité radicale, auquel appartenait Maxime Brunerie.

Le Bloc Identitaire regroupe des groupuscules identitaires et régionalistes de toute la France (Nissa Rebela, Front Comtois, Alsace d'Abord, etc.) sous la présidence de Fabrice Robert, ancien cadre du FN. Dans le Nord Pas de Calais, le Bloc est structuré autour d'un mouvement principal, Opstaan (<http://www.opstaan.eu/>), et de locaux tels que la Maison flamande (Vlaams Huis, à Lambersart), la Maison de l'Artois (Auchel) et la nouvelle Maison des Ouvriers (Bruay-la-Buissière).

Le Bloc a pour ligne politique le refus du métissage ethnique (régionalisme fermé), le rejet du consumérisme (anticapitalisme), la dénonciation de l'oligarchie, le refus du multiculturalisme, le rejet de l'« impérialisme américain » et de l'« islamisation »,

le rejet du jacobinisme centralisateur. Pour les identitaires, aucune perspective n'existe en dehors de la communauté ethnique, conçue régionalement : ils se qualifient d'« enracinés » et s'opposent aux « déracinés » que seraient les migrants.

Là où le Front national voit l'Union européenne comme une menace contre l'Etat nation, le Bloc identitaire y décèle la concrétisation d'une « histoire et d'une civilisation communes » dont « la puissance doit être encouragée ». Ainsi, la lutte contre l'immigration et l'islamisation est le seul réel point de convergence avec le Front national, jugé jacobin et nationaliste.

Mais les intérêts électoraux et financiers priment sur les divergences idéologiques. C'est pour cela que le Front national, voyant dans le Bloc un concurrent potentiel et un vivier de futurs cadres, formés idéologiquement et dévoués au militantisme, a lancé une stratégie active de débauchage et de démantèlement. Les objectifs sont clairs : récupérer les meilleurs éléments en leur faisant miroiter un accord de financement électoral, et créer suffisamment de tensions entre les groupuscules du Bloc identitaire pour que celui-ci implose.

Cette stratégie, fortement appuyée par Steeve Briois, secrétaire général, et Bruno Bilde, chef de cabinet de Marine le Pen, tous deux conseillers régionaux, s'avère payante. En janvier, Nissa Rebela, le groupuscule le plus puissant du Bloc identitaire, a voté à 79% son soutien à Marine le Pen pour l'élection présidentielle, contre l'investiture à Nice de militants identitaires soutenus par le FN.

Ce ralliement crée aujourd'hui de réelles tensions entre les différentes composantes du Bloc identitaire, mais aussi à l'intérieur même du Front national, entre les partisans de cette stratégie (Briois, Bilde) et ses opposants, à la tête desquels se trouve Louis Aliot, partisan d'une dédramatisation du Front national par une recomposition autour des mouvements souverainistes.

Le score du Front national aux élections législatives de juin sera donc déterminant, car il fixera la taille du gâteau (financement public) à répartir en fonction des accords électoraux, pour les cinq ans à venir. Une fois encore, on peut présager que les histoires de gros sous primeront sur les désaccords politiques.

E.P.

La montée de l'extrême droite en Europe

La terrible tragédie de juillet dernier en Norvège témoigne de la dérive des thèses de l'extrême droite en Europe. En effet, considérant son geste comme nécessaire, l'auteur de cet attentat explique que c'est un moyen d'éveiller les masses. Il se dit conservateur et chrétien et pour justifier son acte il déclare que : « les gens doivent savoir ce que les merveilleuses doctrines multiculturalistes ont fait à l'Europe : la destruction systématique de la chrétienté européen-

ne, des traditions et de la culture. »

Ainsi la tendance se confirme, notamment avec l'entrée de l'extrême droite au sein des différents parlements. A ce titre, la dernière élection de septembre 2010 en Suède démontre leur progression avec l'entrée au Parlement Suédois des démocrates de Suède (SD, extrême droite) qui a recueilli 5,7% des suffrages. Ce résultat arrive après de récents succès de partis nationalistes, voire xénophobes aux Pays-Bas (avec

le PPV) ou en Hongrie avec (Jobbik).

En Italie, le parti populiste et anti-immigré de la Ligue du Nord a participé au gouvernement et était devenu le plus fidèle allié de Silvio Berlusconi. L'extrême droite est également représentée dans les parlements nationaux au Danemark, en Autriche, Slovaquie, Lettonie et en Bulgarie. Aux élections européennes de juin 2009, elle a réalisé un score à deux chiffres dans sept Etats membres (Pays-Bas, Belgique,

Danemark, Hongrie, Autriche, et la Bulgarie. Depuis sa montée dans les années 80, elle a démontré qu'elle était devenue une force politique significative sur la scène européenne.

Cette montée des « populismes » en Europe a plusieurs causes. Tout d'abord un phénomène de rejet lié à la crise économique comme le souligne le politologue Dominique Reynié : « les périodes de crise favorisent les réflexes de repli, les opinions xénophobes, les sentiments hostiles à l'immigration. » A cela s'ajoute ce que l'on pourrait qualifier « d'extrémisme de prospérité » dans les pays comme la Suisse, les Pays-Bas, l'Italie, pour lesquels la réaction identitaire peut être alimentée par une arrivée massive ou supposée telle d'immigrés sur le sol national, ce qui constituerait une menace pour la prospérité économique. Phénomène classique d'une inquiétude réelle ou fantasmée que provoque l'arrivée de « l'autre » Il estime par ailleurs que si la situation économique des populations vivant dans l'Union européenne devait s'améliorer, cette montée en force de l'extrême droite dans le paysage politique européen ne saurait être considérée comme conjoncturelle. C'est un phénomène appelé à perdurer.

En France, les scores du FN reflètent également cette progression puisque il a obtenu lors de sa première élection présidentielle en 1974 moins de 1%. Puis, 14,3% en 1988 et 15,1% en 1995 et la percée électorale la plus marquante a eu lieu en 2002 où le parti a atteint un score de 16,8% le plaçant au second tour de l'élection présidentielle. Le score de 15,06% de Marine le Pen lors du premier tour des cantonales confirme également cette montée. La plupart des sondages la placent aux alentours de 17% pour la présidentielle de 2012.

En Suisse, une attention toute particulière doit être portée sur le parti « Union démocratique du centre » UDC qui a obtenu 62 sièges au Parlement national, devenant le premier parti de la Confédération. Le 28 novembre 2010, l'UDC vainqueur du

référendum interdisant les mosquées, a enregistré un nouveau succès avec 52,9% lors d'un nouveau référendum en faisant adopter une loi interdisant le droit de séjour aux étrangers condamnés pour meurtre, viol, trafic de drogue. Cette loi est désormais inscrite dans la Constitution Helvétique. Les résultats de la votation ont été salués par l'extrême droite dans un certain nombre de pays et en particulier en France par le FN. Marine le Pen a salué « une grande victoire du peuple contre les élites, affirmant que le vote suisse correspond à ce que propose le FN pour la France. De même, Thierry Mariani issu du « courant de la droite populaire au sein de l'UMP » a déclaré que « nos amis suisses nous ont donné une vraie leçon de bon sens ».

En Belgique, le parti d'extrême droite flamand le Vlaam Belang a 12 élus au Parlement national. Par ailleurs, ces partis mènent un travail d'opposition permanent et la défaite des sociaux démocrates autrichiens lors des élections législatives de 2010 en est une illustration. Le parti d'extrême droite FPÖ de Heinz-Christian Strache gagne des voix élection après élection. Il a obtenu un score de 27% au dernier scrutin municipal de Vienne en 2010.

Quelques chiffres pour illustrer cette tendance :

- Pays-Bas : lors des élections législatives 9 juin 2010, on note une percée sans précédent pour le Parti de la liberté de l'islamophobe Geert Wilders qui obtient 24 sièges de plus au Parlement

- Hongrie : les élections législatives en avril 2010, le parti mouvement pour une meilleure Hongrie de Jobbik a réussi à faire 16,68%

- Suède : en septembre 2010, première entrée au Parlement des Démocrates Suédois (SD) connus pour leurs revendications anti-immigration avec 5,7% des voix

- Allemagne : le NDP, principal parti d'extrême droite aurait quadruplé ses suffrages entre 2006 et 2008 d'après un

rapport de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance

- Italie : la Ligue du Nord obtient 10,2% des suffrages aux élections européennes de 2009 et s'allie au parti de Silvio Berlusconi pour les élections régionales de mars 2010.

A noter que si l'on regarde maintenant la carte, l'extrême-droite obtient de bons scores en Europe du Nord, aux Pays-Bas, en France, en Suisse, en Autriche et enfin en Italie avec un électorat spécifique. A l'inverse, elle est particulièrement faible en Espagne et au Portugal, où le souvenir des dictatures est encore présent.

S'agissant de leur rapport au pouvoir, les partis d'extrême-droite font désormais preuve d'une grande souplesse sur la possibilité de gouverner avec eux. Ce sont généralement des relations de concurrence, mais dans certains pays la «nouvelle» extrême-droite conclut des accords avec la droite pour accéder aux responsabilités gouvernementales : le FPÖ autrichien en 2000, la Liste Pym Fortuyn aux Pays-Bas en 2002 (à laquelle succède le soutien de Wilders à la coalition de droite en échange de mesures gouvernementales ciblées...). Enfin du point de vue des caractéristiques, il importe de souligner que la dimension commune à tous les partis de cette famille est le nationalisme. Le second marqueur idéologique commun : l'opposition aux élites.

Le «bon vieux» populisme, qui divise en deux la nation entre le peuple et les élites, est une vieille tradition de cette famille politique. De plus en plus, on trouve également une dénonciation de la mondialisation, décrite comme une machine à «casser» les nations via une palette d'actions : la création de l'UE et la disparition du contrôle aux frontières, la mise en place de l'euro, l'immigration comme moyen imaginé par l'élite financière pour avoir une main d'œuvre plus malléable.

F . B

Pourquoi le monde du travail ne peut pas voter pour le FN :

Quelques idées reçues

L'immigration coûte cher : faux

Le fond de commerce électoral du Front National reste celui de l'arrêt de l'immigration et le « retour au Pays » de ceux qui vivent en France. Notons qu'un rapport du Sénat indique que le coût des reconduites à la frontière serait de l'ordre de 415,2 millions d'euros, soit environ 20.970 euros par personne reconduite. Cette politique, outre qu'elle divise le monde du travail, dangereuse pour l'unité d'une Nation, coûte cher. Ce que ne dit pas le Front National c'est que Ces immigrés rapportent plus qu'ils ne coûtent (Libération). Sandrine Mazetier, député socialiste a montré, lors d'une intervention à l'Assemblée Nationale que la contribution aux budgets publics des immigrés est positive. Elle s'élève, selon l'économiste Lionel Ragot, à 12 milliards d'euros. Selon une autre étude, Martine Billard, député Front de Gauche, si les immigrés « coûtent » annuellement 47,9 milliards d'euros en dépenses de protection sociale, ils rapportent 60,3 milliards, soit un solde largement positif. La population immigrée cotise aux différentes caisses de la protection sociale, la CSG, paie l'impôt (sur le revenu pour une partie d'entre eux et surtout la TVA). A noter la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) représente 50,6 % des recettes fiscales de l'Etat, alors que l'impôt sur le revenu n'est que de 16,8% et l'impôt sur les sociétés plafonne à 17,8%.

Par ailleurs l'universitaire souligne que si la France optait pour une immigration zéro ce n'est pas 3% mais 5% du PIB supplémentaire qu'il faudrait trouver à l'horizon 2050 pour financer la protection sociale.

La présence des immigrés constituent une concurrence déloyale pour les travailleurs français : faux

S'il est vrai que les travailleurs sans papiers exercent, à leur corps défendant, une concurrence déloyale en

terme salarial, que dire du chômage massif et des délocalisations qui mettent en concurrence faussée des pays comme la Chine, le Maroc (Renault) avec notre propre monde du travail. Pour faire en sorte que ces travailleurs immigrés puissent être à « armes égales » avec les travailleurs ayant des papiers, il convient de régulariser leur situation. De cette façon le droit français, et tout particulièrement le Code du travail s'appliquera à tous. C'est le principe d'égalité. Ils contribueront de façon sensible aux recettes nécessaires pour la protection sociale. Ajoutons que ce n'est par confort ou par plaisir que des hommes et des femmes, quittent leur terre, leurs familles, s'embarquent, au risque de leur vie, sur des bateaux pour rejoindre le continent européen. La dette imposée souvent par le FMI, le libre échange, plongent nombre de pays, et leurs peuples, dans une misère inacceptable. Il faut, pour que ces peuples puissent manger à leur faim, se soigner, éduquer leurs enfants, que ces pays se développent et puissent ainsi répondre aux besoins. Le minimum étant l'exercice de la solidarité. Le Front national s'oppose à toutes décisions de coopération internationale, qui permettrait, à minima, à ces femmes et hommes de vivre au pays, de diminuer sensiblement le flux migratoire. C'est ainsi que Le Front national vote, au Conseil Régional (dans tous les conseils régionaux) contre toutes les délibérations portant sur les coopérations internationales. De là à penser que cette formation politique agit pour une immigration contrainte pour des raisons électorales, il n'y a qu'un pas...

L'immigration serait responsable du chômage : faux

Le chômage massif et la précarité ont d'autres causes plus fondamentales. La massification du chômage apparaît au milieu des années 70, après trente ans de plein emploi. Il n'est donc pas lié à l'immigration, moins forte qu'au Canada, aux Etats-Unis qui connais-

sent une situation identique. Les pays fermés à l'immigration connaissent également un chômage de masse et la précarisation du travail. L'origine est ailleurs : financiarisation de l'économie (des gains plus rapides et plus performants sur les marchés financiers), le libre-échange qui favorise les délocalisations, l'obsession d'une inflation zéro (pour atteindre cet objectif qui répond aux besoins de rendements financiers qui ne se dévalorisent pas avec l'inflation), la volonté politique de réduire, voire de supprimer la conflictualité sociale, considéré comme une source inflationniste (redistribution des gains de productivité) Avec une immigration zéro, non seulement le chômage et la précarité ne baisseraient pas mais il s'aggraverait. En effet, si la France fait face à la crise, plutôt mieux que d'autres pays, nous le devons pour une large part à la consommation et au système de protection social. Ce n'est pas la crise qui crée le chômage mais l'inverse. Le départ des populations immigrés aurait des conséquences négatives sur la consommation des ménages et sur les budgets de la protection sociale.

La santé pour tous et la retraite à 60 ans : faux

Le Front National préconise la suppression de l'Aide Médicale d'Etat pour les populations des sans papier. Une telle mesure est extrêmement dangereuse pour l'ensemble du monde du travail. Une telle disposition ne découragerait pas les employeurs sans scrupule de recruter des travailleurs immigrés. Si ces derniers sont malades, ils ne pourraient pas avoir recours aux soins nécessaires et deviendraient des sources d'épidémie. Non seulement cette proposition est ignoble, mais dangereuse et coûteuse. La santé pour tous passe par la prévention et le droit à la santé pour les travailleurs avec ou sans papier. Le Front National déclare vouloir la retraite à 60 ans. Il s'agit là d'une volte face difficilement crédible quand le

Président d'honneur de cette formation politique menait campagne en 2007 pour la retraite à 65 ans, et prônait la « liberté » d'accéder à l'assurance privée (fonds de pension), mettant en cause par là même la retraite par répartition !

Le Front National propose d'augmenter le SMIC de 200 euros : Miroir aux alouettes

En effet, l'augmentation du SMIC serait compensée par une exonération des cotisations sociale (patronales et salariales). Cette mesure aurait comme conséquence de creuser encore plus

les déficits des caisses de la protection sociale. Ajouter à une immigration zéro, le déficit deviendrait abyssale. Le FN, qui « dénonce » les patrons du CAC 40, se place exactement sur les préconisations du MEDEF. Ajoutons que le FN, plus précisément la famille Le PEN appartient à cette classe de privilégiés (les ciments Lafarge) et vit grand train en région parisienne. Marine Le Pen est, avec sa sœur Yann, partie prenante dans la « SCI du pavillon de l'Ecuyer », propriétaire de la villa de Montretout, à Saint-Cloud. Un magnifique domaine de 5000 m² dont Jean-Marie Le Pen

avait hérité à la fin des années 1970, dans des conditions restées opaques... Jean Marie Le Pen possédant également 50% d'une grande marque de Champagne... Pas grand-chose à voir avec le monde du travail.

Enfin, rappelons que le Front National se prononce pour la peine de mort, remet en cause l'ordonnance de 1945, pour permettre de juger des enfants de 10 ans (voir programme), ce qui est contraire à toute politique de sécurité efficace constituée par deux piliers : prévention et répression.

G.L.

Les échos dans l'Institution

Les petits margoulins du FN

L'élus F.N. arrageois, Jean-Marc Maurice, a été condamné à un an de prison ferme pour abus de biens sociaux et devra s'acquitter d'une amende de 10 000 euros.

La probité morale et désintéressée des élus F.N. tant vantée par Marine Le Pen reste encore une posture à prouver surtout quand on sait que le créateur du parti, Jean-Marie Le Pen, possède un casier judiciaire bien fourni en plus de 50 ans de carrière politique.

Le joyeux joufflu, Jean-Marc Maurice, est désormais un peu pâle...

Aujourd'hui, il siège comme non-inscrit au Conseil Régional suite aux injonctions du politburo du F.N.

L'intéressé peut se targuer d'avoir quelques condamnations à son actif et la dernière relève d'une gestion frauduleuse d'entreprise avec des salariés non-déclarés.

Les délits de l'élus ripou ne pouvaient être aucunement ignorés par Madame Le Pen qui préfère, dans une belle langue de bois, esquiver ses responsabilités en sa qualité de présidente du groupe F.N.

Le « Momo » du F.N. a décidé de faire appel de cette décision de justice.

Le vendeur de viande Halal

Le mercantile, Paul Lamoitier, Conseiller Régional FN, est considéré comme le plus gros fournisseur de viande Halal de la région.

On se souvient tous des cris d'orfraie de Madame Le Pen en commission Permanente du 8 novembre 2010, pour dénoncer l'attribution d'une subvention à une boucherie Halal de Carvin, dont l'objectif visait à moderniser l'outil de production en créant 29 emplois. A l'époque, elle s'était autorisée à instrumentaliser ce dossier à des fins politiciennes en agitant le spectre d'une « islamisation » de la société française.

Pour la petite histoire, Paul Lamoitier n'a pas été exclu du F.N. pour la simple et bonne raison qu'il dispose d'un réseau d'amitiés auprès de quelques maires du Pas-de-Calais qui ont, de surcroît, donné leur parrainage pour l'élection présidentielle en faveur de Marine Le Pen.

Ben oui... l'intérêt supérieur passe avant les postures idéologiques.

Le professeur Sulzer et ses pertes de mémoire...

Lors de la dernière Commission Permanente du lundi 4 février, Monsieur Sulzer, s'est insurgé contre les rumeurs qui laissent à penser que le F.N. serait contre les activités caritatives du Secours Populaire Français.

Pour prouver sa bonne foi, son groupe a voté pour une délibération qui visait à soutenir le programme d'activités 2012 du Secours Populaire.

Bertrand Péricaud, élu du groupe Front de Gauche, lui a rappelé que le F.N. avait voté contre une subvention en mai 2010 accordée au Secours Populaire, dans le cadre d'une opération visant à organiser l'accueil pour les vacances des enfants de Tchernobyl.

A l'époque, le motif invoqué par le F.N. indiquait que le SPF était infiltré par la volaille communiste.

Ben oui... c'est parfois difficile de se refaire une virginité pour essayer d'accréditer l'idée mensongère que le F.N. aurait réalisé son tournant social.

Jean-Marie Le Pen contre le sauvetage de SEA France

En regardant une émission sur « Paris Première » au cours de laquelle était invité Jean-Marie Le Pen, l'intéressé a indiqué s'il avait été Président de la République, il n'aurait pas sauvé SEA France. Selon le patriarche : « ce n'est pas à l'Etat de payer les errements de cette entreprise ».

C'est une belle posture qui relève du dogmatisme libéral surtout quand on sait que SEA France appartient à 100% à une entreprise publique.

L.P.